nation. Aucun élément de la fabrication de la margarine ne contribue, directement ou indirectement, à la richesse naturelle de la nation. Ne l'oublions pas. Je sais pourquoi bon nombre de nos députés ont été presque forcés d'appuyer la mesure visant la margarine: le prix du beurre était si élevé que les gens réclamaient à hauts cris un succédané moins coûteux.

Le Gouvernement aurait dû, pour procéder sagement, subventionner le beurre afin d'en abaisser le prix à un niveau où il aurait pu concurrencer la margarine. Il est aussi difficile de convaincre les députés de l'opportunité de subventions qu'il le serait de transporter une montagne. Ces messieurs n'ont pas encore appris ce que sont les éléments d'une économie saine. En attendant, il est bien inutile de leur parler de subventions. Malgré tout ç'aurait été un programme plus intelligent et, au lieu d'avoir un demi-million de vaches de moins en Ontario, nous en aurions eu un demi-million de plus. Nous aurions été bien plus en mesure qu'en ce moment d'assurer notre subsistance.

J'appuie le point de vue de mon collègue de Fraser-Valley selon qui c'est folie de laisser la margarine remplacer le beurre chez nous.

M. F. D. Shaw (Red-Deer): La question dont je veux parler ne porte pas directement sur la margarine. Je prie l'adjoint parlementaire de se reporter à la discussion qui a eu lieu à la Chambre le 17 mai alors que, formée en comité, elle examinait la résolution concernant le tarif douanier. J'ai alors signalé un incident qui s'est produit dans un port au moins, celui de Sarnia. Certaines gens avaient importé en Ontario des véhicules de fabrication américaine et avaient acquitté le droit douanier. Mais ayant dû quitter l'Ontario pour passer en Alberta par voie des États-Unis,—ce qui s'impose presque dans les circonstances actuelles,—les propriétaires des véhicules ont dû, à la demande des douaniers canadiens, déposer un cautionnement garantissant qu'ils ne vendraient pas leurs voitures aux États-Unis.

Il était fantastique, pour ne pas dire ridicule, de supposer qu'ils les vendraient là-bas. Un droit de \$1,500, par exemple, avait été payé à l'égard d'un corbillard. Il était idiot de croire que l'acheteur, un commerçant albertain, retournerait vendre ce véhicule aux États-Unis au prix courant là-bas. Le 17 mai, le ministre des Finances (M. Abbott) a déféré la question au ministre du Revenu national (M. McCann) et prétendu qu'il s'agissait d'un problème administratif intéressant le service de son collègue. Le ministre du Revenu

[M. Blackmore.]

national a affirmé que mes renseignements ou ceux des douaniers devaient être incomplets.

J'ai vérifié et revérifié mes renseignements et j'ai appris que cela ne s'applique pas seulement au monsieur dont j'ai parlé, mais que le même jour,—c'était un samedi matin,—trois autres voitures sont passées et qu'on a agi à leur endroit exactement de la même façon.

J'aimerais obtenir des renseignements qui pourraient être consignés au hansard, afin de faire savoir à ces marchands canadiens s'ils peuvent retraverser aux États-Unis ces véhicules de fabrication américaine, sur lesquels le droit a été acquitté. Il ne m'aurait pas étonné que les douaniers américains eussent insisté sur une caution, mais ils accordèrent promptement un permis. Il n'y a eu aucune difficulté. Le marchand, dans le cas qui nous occupe, et les trois acheteurs ont pu circuler aux États-Unis sans difficulté. Je crois que la question devrait être élucidée, car il doit y avoir une foule de Canadiens au compte desquels est inscrite une caution de \$5 par véhicule. Ce n'est pas tant la question des \$5 qui importe que l'ennui d'avoir à faire une chose qu'on ne conçoit pas nécessaire en vertu de la loi.

M. E. D. Fulton (Kamloops): Monsieur l'Orateur, je veux employer quelques instants à appuyer ce qu'a dit cet après-midi l'honorable député de Fraser-Valley (M. Cruickshank), notamment en ce qui concerne la pratique suivie durant les mois de février, mars et avril par les producteurs de margarine, qui ont relevé leurs prix simplement parce que, du fait d'une pénurie, le prix du beurre avait augmenté. Une industrie laitière assez considérable se trouve dans une partie de ma circonscription et je constate que les cultivateurs, par leur association, ont toujours adopté à cet égard une attitude fort raisonnable. Jusqu'ici ils ne m'ont pas prié, en ma qualité de député, d'appuyer un droit de douane sur l'importation des huiles servant à la fabrication de margarine. Jusqu'à ces derniers temps, ils ont dit: Selon nous, il est temps que le public canadien soit au courant de tous les faits, qu'on cesse de prétendre que la margarine est un succédané peu coûteux du beurre, qui sera toujours disponible à un prix inférieur, à un prix toujours inférieur et que, par conséquent, celui qui conseille d'entraver la fabrication de la margarine dessert le pays. Ils prétendent qu'on constate maintenant bien clairement que les fabricants de margarine, comme tout autre fabricant industriel, sont prêts à demander le prix fort, sans tenir compte des intérêts et des besoins de la population du Canada.

Il est bien évident maintenant, je crois, que nos producteurs de beurre ont droit d'exi-